

EXTRAIT DU DÉBAT N° 130

Mai-Août 2004

GALLIMARD

Anatoli Vichnevski

# Une superpuissance sous-peuplée

*La Russie en 2013*

Le <sup>xx</sup>e siècle a été le siècle d'un accroissement sans précédent de la population mondiale. Le <sup>xxi</sup>e sera, probablement, celui des grandes migrations. Les politiques et les observateurs n'ont pas encore tout à fait pris conscience de cette éventualité qui n'est pas tellement éloignée et que nous sentons déjà venir. Nous nous trouvons tous dans la situation de généraux qui se préparent à la guerre précédente, et nous cherchons à entrer dans le troisième millénaire avec les stratagèmes, conceptions et notions juridiques du <sup>xx</sup>e siècle, si ce n'est du <sup>xix</sup>e. Or même si le monde était resté tel qu'il avait été autrefois, les changements démographiques à eux seuls auraient suffi à reléguer dans les musées historiques les mises au point et conceptions les plus avancées d'aujourd'hui.

La nouvelle situation démographique dans le monde lance un défi sans précédent à tous les pays. Le présent article n'étudie ce défi que dans la mesure où il concerne la Russie, mais sa situa-

tion, malgré sa spécificité, est propre à un grand nombre de pays.

---

La comparaison avec 1913  
nous est-elle favorable ?

---

De nombreuses générations de Soviétiques se sont habituées à comparer leurs réalisations, réelles ou fictives, avec l'année 1913. La dernière année pacifique de l'Empire russe avant la catastrophe de la Première Guerre mondiale et de la révolution est devenue un standard courant, d'autant plus que la comparaison témoignait, semblait-il, de l'avancée du pays sur la voie du progrès. Cependant, le bilan démographique de la période 1913-2013 est très contradictoire. La décennie qui nous sépare de cette dernière date conventionnellement choisie promet une baisse ultérieure de l'effectif de la population de Russie, et la comparaison avec

---

Anatoli Vichnevski est directeur du centre de démographie de l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie. Il est notamment l'auteur de *La Faucille et le Rouble. La modernisation conservatrice en U.R.S.S.* (Paris, Gallimard, 2000).

---

l'année 1913 deviendra de moins en moins avantageuse.

Le siècle passé a été pour la Russie le temps de la modernisation démographique qui a conduit, avec un certain retard, à un nouveau type de reproduction de la population, propre aujourd'hui à toutes les sociétés industrielles et urbaines. Le remplacement des générations est assuré par une mortalité basse et une faible fécondité, tandis qu'au début du <sup>xx</sup>e siècle encore elles se distinguaient en Russie par un niveau élevé presque moyenâgeux. À présent, pour obtenir les mêmes résultats de reproduction, il faut mettre au monde beaucoup moins d'enfants; tout le processus de la reproduction de la population est beaucoup plus efficace qu'en 1913.

Cet énorme progrès a rendu possible un grand nombre de changements qui sont toujours envisagés comme des attributs positifs de la modernisation : élimination presque complète de la mortalité infantile, augmentation de l'espérance de vie, émancipation et autoréalisation

des femmes, démocratisation des relations familiales, investissements croissants dans les enfants, développement de l'instruction, etc. Cependant, ce même progrès a placé le pays devant de très sérieux défis auxquels il lui faudra répondre dans ce nouveau siècle.

---

#### Haute mortalité

---

Un des défis les plus angoissants auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui est celui d'une forte mortalité en augmentation constante.

Il est vrai que le processus d'extinction des générations en Russie au cours de la modernisation démographique s'est radicalement modifié comme partout ailleurs. Au milieu des années 1960, la mortalité a brutalement baissé par rapport à 1913, l'espérance de vie a presque doublé pour les hommes et a augmenté de plus de deux fois pour les femmes (voir *tableau 1*).

*Tableau 1.* Espérance de vie en Russie, années 1913-2001

Années	Espérance de vie		Accroissement par rapport à 1913	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
1913	33,6	36,2		
1964	65,1	73,6	31,5	37,4
2001	59,0	72,3	25,4	36,1

Toutefois, ce succès a été de courte durée. Les meilleurs indices de l'espérance de vie ont été atteints en 1964, par la suite la mortalité n'a pas diminué comme dans les autres pays, mais soit est restée au même niveau, soit a augmenté. Au début du <sup>xxi</sup>e siècle, l'espérance de vie, surtout

masculine, a considérablement baissé; quant à l'écart avec les pays développés qui était en passe de se réduire, il a de nouveau augmenté pour parfois même dépasser l'indice correspondant de 1913 (voir ci-après *tableau 2*).

Tableau 2. Retard de la Russie sur certains pays  
d'après les indices de l'espérance de vie, années 1913-2001

Pays	Hommes			Femmes		
	1913	1964	2001	1913	1964	2001
États-Unis	18,1	1,7	15,2	19,2	0,2	7,6
France	15,8	2,6	16,5	17,3	1,3	10,7
Suède	23,6	6,5	18,5	23,8	2,4	9,8
Japon	10,6	2,5	18,8	8,5	-0,8	12,3

Laissons aux historiens le soin d'éclaircir ce qui s'était passé en URSS après 1964, mais il est évident pour le démographe que la baisse de la mortalité n'a pas figuré au nombre des objectifs prioritaires que s'était donnés la société russe dans le dernier tiers du xx<sup>e</sup> siècle. Les changements de structure de la mortalité en raison des décès ont nettement ralenti et n'ont pas abouti. Le pays a subi de grandes pertes humaines. L'arrêt de la baisse de la mortalité a coûté à la Russie au cours des années 1966-2000 environ 14 millions de morts prématurées : plus de 5 millions chez les moins de 65 ans, dont plus de 80 % d'hommes. Aucune guerre, tant s'en faut, ne pourrait provoquer une telle hécatombe.

Quand l'échec est d'une telle envergure, on ne saurait l'expliquer par l'influence d'un seul facteur, quelle que soit son importance. Il faut recourir à une explication plus profonde, ce qui implique une analyse critique des principaux objectifs et priorités de la société, et leur révision sérieuse.

Tant que cela ne sera pas fait, la situation continuera à s'aggraver. On est souvent enclin à chercher les raisons de la haute mortalité actuelle dans les événements qui ont eu lieu dans la Russie des années 1990. En réalité, le niveau extrêmement bas de l'espérance de vie masculine en Russie (moins de 59 ans en 2001) se rattache à

la tendance qui s'est formée dans les années 1963-1983 et que l'on n'a pas encore réussi à modifier.

S'il était possible en 2013 de réduire de moitié notre retard actuel en matière de mortalité sur les pays occidentaux, la situation pourrait être considérée comme favorable. Mais pour le moment, on ne voit aucun signe de mouvement dans ce sens et aucune démarche pour surmonter un tant soit peu la crise de la mortalité qui sévit depuis quatre décennies. Personne n'a encore osé jusqu'à présent relever le gant du défi mortel, au sens littéral du mot.

---

#### Faible fécondité

---

Si le problème que pose la forte mortalité est un des plus grands défis démographiques auxquels est confrontée la Russie, ce n'est pas, à proprement parler, un défi de la modernisation. Il est plutôt dû aux facteurs qui y font obstacle. En revanche, les autres défis sont généralement le résultat de profonds changements provoqués par la modernisation, ils ne sont pas ancrés dans le passé, mais dans le présent et l'avenir, aussi sont-ils plus graves. Tel est, en particulier, le défi de la faible fécondité.

Anatoli Vichnevski  
 Une superpuissance  
 sous-peuplée

L'an 2000 a marqué en Russie la plus basse fécondité de toute l'histoire, 1,21 naissance par femme. Vu le niveau actuel de la mortalité dans le pays, le remplacement des générations n'est assuré que de 57 %. Le faible accroissement de la fécondité que l'on observe ces dernières années ne permet pas encore d'être optimiste. Toutes sortes de fluctuations du niveau de fécondité sous l'influence de facteurs conjoncturels, démographiques et autres ne sont pas à exclure. Mais il n'y a aucune raison de compter sur une hausse de la fécondité suffisamment importante pour assurer au moins le simple remplacement des générations (2,1-2,2 naissances par femme), niveau qui n'a pas été atteint depuis le milieu des années 1960.

Dans la période d'après guerre, la fécondité en Russie a baissé en dessous du seuil du simple remplacement des générations encore en 1964, bien avant la plupart des pays développés. À présent, la majorité des États industriels et urbanisés connaissent une faible fécondité qui devient avec les années encore plus faible. La dernière année du xx<sup>e</sup> siècle, dans tous les pays développés, à l'exception des États-Unis et de la Nouvelle-Zélande, il naissait moins de deux enfants par femme. Ils étaient nombreux à occuper le même rang que la Russie (en l'an 2000, 1,36 pour l'Allemagne; 1,34 pour l'Autriche et la Pologne; 1,25 pour l'Italie; 1,26 pour la Slovénie; 1,14 pour la République tchèque, etc.<sup>1</sup>). Même la Chine était au-dessous du niveau du simple remplacement des générations.

Le fait que la faible fécondité soit le lot de toutes les sociétés industrielles montre qu'il n'existe pas de crise spécifiquement russe. Il s'agirait plutôt d'une crise générale de la civilisation moderne, dont on ne saurait éliminer les causes dans un pays pris à part.

Mais est-ce vraiment une crise? Au lieu de

s'étendre sur le caractère catastrophique de la faible fécondité, ne vaudrait-il pas mieux se pencher sur les prémisses qu'elle crée de la restructuration interne du « corps social »? D'une restructuration permettant de déplacer l'accent de la quantité à la qualité dans la vie sociale? Les avantages d'une faible fécondité, perçus par la plus grande partie de la population, sont profondément ancrés dans le mode de vie et le système des valeurs propres à toutes les sociétés urbaines modernes.

De plus, si la globalisation dont on parle beaucoup aujourd'hui n'est pas un mot creux, alors il faudrait envisager cette tendance à la baisse de la fécondité non pas dans le cadre d'un seul pays, comme cela se fait généralement, mais dans un contexte plus large, global. Et y voir une réaction naturelle systémique à la crise démographique universelle engendrée par l'explosion démographique globale et la pression croissante sur les ressources limitées de la planète.

Aujourd'hui, le problème principal démographique de l'humanité dans son ensemble n'est pas le manque de population, mais son excédent. Aussi, du point de vue des intérêts planétaires, la baisse de la fécondité à l'échelle globale en dessous du niveau du remplacement n'est pas un mal, mais un bien. Cette dernière est seule capable non seulement de mettre fin à l'explosion démographique mondiale, mais également de réduire peu à peu, sans provoquer de catastrophe, l'effectif de la population à un niveau compatible avec les ressources vivrières dont dispose la Terre. Aussi peut-on envisager la baisse de la fécondité en Russie ainsi que dans tous les pays industriels comme une étape marquant l'amorce d'un tournant mondial vers la réduction

1. *Statistiques sociales européennes. Démographie*, Eurostat, 2002, p. 89, 142.

tion de la population de la planète. Il faudrait alors voir dans la baisse de la fécondité non pas une décadence et une crise de la civilisation moderne, comme beaucoup le pensent, mais, au contraire, la preuve des immenses capacités d'adaptation qu'elle recèle. Ayant ouvert la possibilité d'une baisse sans précédent de la mortalité à l'échelle mondiale, cette civilisation fraie la voie à une faible fécondité sans laquelle les acquis d'une faible mortalité deviendraient une sérieuse menace pour l'humanité.

Une faible fécondité qui entraîne le ralentissement ou l'arrêt de la croissance, si ce n'est le dépeuplement des pays développés, sur le fond d'une croissance accélérée de la population du tiers monde, ne présente pas moins de grands désavantages, voire un danger pour ces pays. Et, d'ailleurs, pour le monde entier, le mouvement à deux vitesses est aussi lourd de menaces. Toutefois, l'analyse du composant démographique du développement global conduit à une conclusion évidente. Il serait naïf de penser qu'au moment où le ralentissement de la croissance de la population mondiale est devenu l'objectif principal, on pourrait répondre purement et simplement à cette nouvelle situation dans le monde par une hausse de la fécondité au-dessus du niveau du remplacement dans les pays développés, y compris en Russie. Il est plus probable que la Russie maintiendra une faible fécondité et restera en dessous du seuil du remplacement et ce pour longtemps. La Russie se retrouvera donc face à deux autres défis graves, le vieillissement démographique et la dépopulation.

---

### Vieillesse démographique

---

La proportion des personnes âgées (soixante ans et plus) en Russie est passée de 6,7 % en 1939 à 11,9 % en 1970 pour atteindre 18,7 % en 2001, et elle continue d'augmenter. Dès à présent, elle dépasse les 20 % dans de nombreux pays, elle s'élève à 21,5 % dans l'Union européenne et à 23,4 % au Japon<sup>2</sup>. Le même avenir attend également la Russie. La pyramide des âges change irréversiblement parce que la baisse de la mortalité transforme de fond en comble la structure de la vie des générations. On voit augmenter le temps de vie aux âges moyens et élevés et donc la proportion de ces groupes d'âge dans le temps de vie de l'ensemble de chaque génération.

Des conséquences économiques et sociales du vieillissement, on en discute depuis des décennies. Ce qui soulève le plus d'inquiétude, ce sont les charges économiques qui pèsent sur la population active à la suite d'une croissance rapide de l'effectif et de la proportion des retraités, bien que l'on cite aussi d'autres conséquences comme le vieillissement de la population active, le ralentissement du renouvellement des connaissances et des idées, un affaiblissement de la pression des jeunes, la gérontocratie, etc. L'apport négatif de la « décrépidité » de la nation dans la dynamique sociale paraît évident et se présente comme un facteur dévalorisant les nombreux avantages de la modernisation démographique. Il n'est pas exclu, cependant, que, sous l'effet « du choc de la nouveauté » qui accompagne tous les changements et empêche d'en voir la portée, cette appréciation soit trop unilatérale.

Qu'y a-t-il, pourrait-on se demander, d'inat-

2. *Statistiques sociales européennes...*, op. cit., p. 43.

Anatoli Vichnevski  
 Une superpuissance  
 sous-peuplée

tendu ou d'indésirable dans le fait qu'une espérance de vie plus longue exige une nouvelle répartition du volume global des ressources consommées par des générations successives en faveur des périodes plus tardives de leur vie? Autrement dit de ces périodes qui étaient autrefois l'apanage de rares élus et qui sont devenues accessibles à la majorité. Est-il logique que la société, ayant atteint des résultats aussi extraordinaires, ayant appris à prolonger la vie jusqu'à un âge avancé de la plupart de ceux qui sont au monde, commence à s'inquiéter de ce que ces hommes auront besoin de consommer jusqu'à la fin de leur vie?

Il va sans dire que, comme tous les changements, le passage à une nouvelle structure du temps de vie engendre des problèmes d'adaptation des institutions sociales aux nouvelles réalités démographiques. Le développement de l'institution de la retraite est une des principales réponses à la rapide croissance de la proportion des personnes âgées au *xx<sup>e</sup>* siècle. On ne saurait contester la croissance du « fardeau » actuel de la retraite, cependant pourquoi est-il perçu comme un drame? Les changements démographiques ont créé toutes les possibilités économiques pour relever ce défi. La baisse de la mortalité a eu pour effet d'augmenter le nombre global d'années non seulement de consommation mais aussi de production qui croît à peu près dans la même proportion. Ainsi, le rapport du temps vécu en « période de dépendance » et en « période de production » ne change pratiquement pas. Ce fait à lui seul est suffisant pour ne pas exagérer les dimensions du problème posé par le vieillissement. Les enfants à charge consomment avant même de produire (pour ainsi dire à crédit). Quant aux personnes âgées, elles passent dans la catégorie des personnes à charge après avoir terminé leur vie active, leur

consommation ayant été payée d'avance par leur travail.

En Russie, il existe une opinion largement répandue selon laquelle le vieillissement se répercute sur la situation des retraités et l'état général de l'économie. Et pourtant il n'y a eu aucun changement tant soit peu important de la structure par âge de la population jusqu'à la fin du *xx<sup>e</sup>* siècle. La population a, certes, vieilli, mais n'oublions pas que ceux qui sont en « période de production » pourvoient aux besoins des deux « périodes à charge », la vieillesse et l'enfance. La charge globale qui pèse sur la population active ne se modifie pas de la même façon que celle que représentent les personnes âgées à charge.

Dans la période d'après guerre, la charge globale des enfants et des personnes âgées suivait une courbe ondulante. C'était lié aux particularités de la pyramide des âges en Russie qui s'était formée sous l'influence non seulement d'une évolution régulière, mais aussi des catastrophes de la première moitié du *xx<sup>e</sup>* siècle. La tendance au vieillissement n'entraîne pas par elle-même un trop grand changement de la charge globale, mais se manifeste principalement par le changement de nature des personnes à charge : personnes âgées au lieu d'enfants (voir ci-contre *tableau 3*).

Les changements de structure par âge de la population de Russie se poursuivront encore très longtemps et la population vieillira. Aussi est-il d'autant plus important de mettre en garde contre la dramatisation panique des conséquences de ce processus. Il est fort probable que les véritables conséquences du vieillissement de la population, y compris économiques, ne soient pas si terribles que ne le présente la mythologie démographique moderne. L'augmentation de la proportion des personnes âgées va de pair avec d'autres changements démographiques et pas

Tableau 3. Charge pour 1 000 personnes actives  
(hommes de 16 à 59 ans, femmes de 16 à 54 ans)

	1950	1960	1970	1980	1990	2000
Personnes âgées	183,0	202,9	269,8	273,6	322,2	346,3
Personnes âgées + enfants	732,3	741,5	777,6	656,1	750,0	682,0

seulement démographiques qui créent des possibilités objectives permettant de neutraliser les conséquences négatives du vieillissement. Il faut seulement savoir les utiliser. Comme l'a noté Richard Easterlin, démographe et économiste américain : « Il faut recourir à l'imposition pour récupérer les épargnes familiales destinées à l'entretien des jeunes à charge afin que ces capitaux puissent couvrir les dépenses sociales croissantes allant à l'entretien des personnes âgées à charge. La question de l'admissibilité de cette mesure politique est suffisamment grave, mais elle ne semble pas insoluble, étant donné que les travailleurs qui payent l'impôt sont eux-mêmes bénéficiaires potentiels des fonds créés par cet impôt<sup>3</sup>. »

Si l'on veut qu'une nouvelle répartition des ressources en faveur de la période tardive de la vie des générations soit politiquement acceptable, il faut une philosophie sociale et une économie politique répondant aux nouvelles réalités démographiques. Pour le moment, cela n'existe nulle part. Elles se formeront et seront reconnues une fois passée la période transitoire au cours de laquelle la composition par âge de la population changera continuellement et lorsque s'établira une nouvelle pyramide des âges stable à la base

étroite et au large sommet. En attendant, il pourra sembler, sans aucune raison suffisante, que l'augmentation des personnes âgées rendra plus difficile avec chaque décennie leur propre situation et l'état de l'économie nationale.

D'ailleurs, il serait imprudent de terminer ce développement sur une note trop rassurante. Tout d'abord, les pays développés, occupés par leurs propres problèmes, sous-estiment manifestement les dangers d'une structure d'âge trop jeune du monde en développement. La charge globale que représentent les enfants et les personnes âgées dans les pays développés s'élève à 800 pour 1 000 personnes âgées de 20-59 ans, contre près de 1 000 et plus dans les pays pauvres à la population en rapide croissance (elle atteint, par exemple, 1 450 pour 1 000 au Nigeria, qui dépassera sous peu la Russie par l'effectif de sa population). La charge immense des enfants en est la raison principale. Si, en Russie, elle représente 464 pour 1 000, elle augmente pour atteindre 585 en Chine, 723 au Brésil, 872 en

3. R. Easterlin, « The Birth Dearth, Aging, and the Economy », in Sisay Asefa et Wei-Chiao Huang (éd.). *Human Capital and Economic Development*, Kalamazoo, Michigan, W. E. Upjohn Institute for Employment Research, 1994, p. 22.

Inde et 1 339 au Nigeria<sup>4</sup>. Cette situation à elle seule crée déjà d'immenses difficultés économiques pour ces pays, beaucoup plus graves que celles du vieillissement pour les pays industriels.

En outre, le défi du vieillissement n'a pas seulement un aspect économique. Aujourd'hui, quatre habitants sur un sont des représentants des pays en développement. Mais parmi les enfants et la jeunesse de moins de vingt ans, ce rapport est de plus de sept : 2,1 milliards d'enfants et d'adolescents dans les pays du Sud contre moins de 300 millions dans les pays du Nord. Au XXI<sup>e</sup> siècle, le Nord aisé, vieillissant et fatigué devra plus d'une fois relever les défis du Sud, bouillonnant de jeunesse, qui n'a rien à perdre, hormis ses chaînes. Le Nord est-il prêt ? La Russie, qui en est partie intégrante, est-elle prête ?

---

### Dépopulation

---

En 1913, la Russie dans ses frontières actuelles comptait 90 millions d'habitants. Dans les décennies suivantes, le pays est passé par les phases les plus actives de la transition démographique, qui s'accompagnent généralement d'un accroissement rapide de la population. Mais l'explosion démographique potentielle en Russie fut réduite à néant par les immenses pertes humaines dues aux catastrophes de la première moitié du siècle, qui ont à jamais empêché la Russie d'augmenter considérablement sa population. Néanmoins, après tous les cataclysmes, la population s'est étendue grâce à l'accroissement naturel qui est resté longtemps élevé et qui a permis de colmater un grand nombre de brèches. C'est grâce à cet accroissement que le pays est sorti de la crise démographique provoquée par la

Seconde Guerre mondiale. En 1955, la Russie a retrouvé sa population d'avant guerre et, pendant près de dix ans jusqu'à la seconde moitié des années 1960, son accroissement naturel a permis non seulement de maintenir la croissance de la population, mais aussi d'en « céder » une certaine partie à d'autres Républiques de l'URSS.

Or, par la suite, en raison de la chute de la fécondité et de l'arrêt de la baisse de la mortalité ainsi que des effets du vieillissement de la population, l'accroissement naturel s'est mis à diminuer rapidement. En 1964, le taux d'accroissement naturel de la population de la Russie a été pour la première fois inférieur à 10 pour mille ; il fut inférieur à 7 pour mille en 1967. Depuis, il n'a jamais dépassé ce niveau et il a fluctué pour l'essentiel entre 5,5 et 6,6 pour mille, ne dépassant que de temps en temps cette limite. À la fin des années 1980, ces fluctuations ont dégénéré en une chute rapide de l'accroissement naturel et, à partir de 1992, quand la population de la Russie a atteint son maximum historique, 148,7 millions, le taux est devenu négatif et a entraîné la décroissance de la population. Au début de 2003, cette décroissance a excédé les 5,2 millions, soit 3,5 % si l'on s'en tient aux estimations courantes de la population données par le Goskomstat de Russie (143,1 millions de personnes). Selon les résultats du recensement général du 9 octobre 2002, l'effectif de la population s'élèverait à 145,3 millions.

La réduction actuelle de la population de Russie, la quatrième après 1913, se distingue nettement des trois précédentes, lesquelles ont été provoquées par des cataclysmes sociaux : la Première Guerre mondiale et la guerre civile, la famine et les répressions de 1930, la Seconde Guerre mondiale. À présent, il faut chercher la

4. *Statistiques sociales européennes, op. cit.*, p. 43.

cause du déclin de la population dans le caractère stable du changement de comportement démographique des Russes. C'est pourquoi on ne saurait espérer ni un retour, dans un avenir proche, de l'accroissement naturel de la population ni, non plus, l'augmentation du nombre des habitants de Russie. Tous les auteurs des pronostics démographiques s'accordent pour dire que la dépopulation sera de longue durée.

Selon la variante « moyenne » des derniers pronostics de l'ONU de 2002 pour l'an 2050, la population de Russie baisserait environ de 30 % par rapport à l'an 2000 et s'élèverait à 101,5 millions de personnes<sup>5</sup>. Les pronostics russes sont arrivés à peu près aux mêmes résultats.

On pourrait trouver, en principe, bien des arguments selon lesquels la décroissance de la population n'est pas toujours un mal et sa croissance pas toujours un bien. Cependant, du point de vue des conditions concrètes de la Russie, il est difficile de ne pas voir que le déclin de la population présente de très grands désavantages.

La Russie est comme par le passé un des pays les plus grands du monde par l'effectif de sa population. Mais on ne saurait nier le déséquilibre qui existe entre sa population et l'immensité de son territoire, l'étendue de ses frontières, ses espaces en friche, le développement insuffisant de son réseau d'agglomérations, etc. La Russie a toujours été un pays aux territoires peu aménagés et à très faible densité de population. Le démembrement de l'URSS, dont la Russie a hérité les trois quarts du territoire avec seulement la moitié de ses habitants, n'a fait que rendre encore plus sensibles ces aspects.

Si, par sa densité de la population, la partie européenne de la Russie est comparable aux États-Unis (27 personnes au km<sup>2</sup> dans la partie européenne de la Russie contre 29 aux États-Unis), comparé aux pays industriels de l'Europe

occidentale, même son centre historique est faiblement peuplé. 25 % de la population sont concentrés dans la région économique centrale qui occupe moins de 3 % du territoire. Mais, là aussi, la densité de la population (plus de 62 personnes au km<sup>2</sup>) est presque deux fois plus faible que dans l'Union européenne (119 au km<sup>2</sup>). Quant à la partie asiatique de la Russie, on ne compte que 22 % de la population sur un territoire couvrant 75 % du pays (soit 2,5 personnes au km<sup>2</sup>). Le potentiel démographique de la Sibirie et de l'Extrême-Orient est manifestement insuffisant pour mettre en valeur leurs ressources naturelles et y créer une structure économique continue et un réseau d'agglomérations suffisamment dense.

Le faible potentiel démographique se répercute non seulement sur la répartition de la population par régions, mais aussi sur le développement de l'ensemble des villes. Même si la Russie est dans la moyenne européenne par la proportion de sa population urbaine (73 %) et ne se distingue pas outre mesure de pays tels que les États-Unis (75 %) ou le Japon (77 %), sa population urbaine « s'étale » sur un plus grand nombre de localités, tandis que le réseau des grandes villes est faiblement développé. Après le démembrement de l'URSS, la Russie n'a gardé que treize sur les vingt-quatre grandes villes ex-soviétiques avec un million et plus d'habitants. Selon le décompte courant de la population, il n'y en avait que dix au début de 2002 dont deux seulement à l'est de l'Oural. Selon les données du dernier recensement, et aujourd'hui, elles seraient treize aussi, mais le fait que certaines ne dépassent que légèrement le seuil souhaité donne à penser que l'on a faussé artificiellement les

5. Press Release POP/850 (<http://www.un.org/News/Press/docs/2003/pop850.doc.htm>).

chiffres. Seules deux villes russes comptent plus de 2 millions d'habitants contre quatorze en Amérique avec plus de 2 millions d'habitants dont huit avec plus de 3 millions. Certes, le manque de maturité des grandes villes témoigne du faible développement régional de la Russie, qui n'a pas réussi à créer un grand nombre de puissants chefs-lieux au niveau régional et interrégional. Mais il y a un effet en retour : le reflux de la population urbaine dans quelques grands centres freine la formation de puissantes métropoles régionales susceptibles de donner une impulsion au développement des régions.

Telles sont quelques-unes des difficultés intérieures auxquelles est confrontée dès à présent la Russie et qu'elle doit à l'insuffisance de sa population, difficultés qui ne feront que s'aggraver si elle continue à se réduire. Mais il existe aussi des difficultés extérieures qui dépendent de la position de la Russie au sein de la communauté mondiale.

La Russie est en train de perdre rapidement sa place dans la hiérarchie démographique mondiale. En 1913, l'Empire russe représentait environ 8 % de la population mondiale, dont 4,4 % revenaient à la Russie à proprement parler. Même en 1950, la Russie, qui n'avait pas encore tout à fait retrouvé sa population d'avant guerre, représentait plus de 4 %, et celle de l'URSS – 7,1 % de la population de la planète.

À présent, la part de la Russie n'excède pas 2,4 % de la population mondiale et diminue rapidement. Selon les pronostics de l'ONU pour 2050, mentionnés ci-dessus, elle diminuera pour atteindre 1,1 %. En 1913, l'Empire russe ne cédait sa place par l'effectif de la population qu'à la Chine et à l'Inde. En 1950, la Russie dans ses frontières actuelles occupait la quatrième place dans le monde après la Chine, l'Inde et les États-Unis. Maintenant, elle est classée huitième (elle

a été dépassée par l'Indonésie, le Brésil, le Pakistan et le Bangladesh), mais en 2050 elle risque de se retrouver à la dix-huitième place, laissant passer devant elle l'Égypte et toute une série d'autres pays africains, ainsi que le Mexique, les Philippines, le Vietnam, le Japon et l'Iran.

Or, la Russie couvre près de 13 % de la terre ferme du globe ; c'est le plus grand territoire du monde, riche en ressources naturelles, mais à très faible densité de population. Elle voisine avec des États fortement peuplés, dont certains cherchent à revendiquer les terres russes.

Ainsi, que ce soit pour des raisons internes économiques, ou externes géopolitiques, le déclin de la population ne répond nullement aux intérêts de la Russie. Mais peut-on arrêter ce processus ?

Que la Russie ait perdu la haute place qu'elle occupait dans la hiérarchie démographique mondiale s'explique par des causes tant internes qu'externes. Pour ce qui est des causes internes liées à la modernisation démographique, en général, et à son modèle soviétique, en particulier, il en a été question précédemment. La raison externe, c'est l'explosion démographique mondiale qui a accéléré brusquement la croissance de la population des pays en développement et qui est liée aussi à la modernisation démographique, mais cette fois-ci globale. On ne saurait supprimer la première, encore moins la seconde. Comment peut-on relever ce défi comme, d'ailleurs, tous les autres défis démographiques du *xxi*<sup>e</sup> siècle ? Si l'itinéraire du mouvement vers la réduction du niveau de mortalité est plus ou moins clair, il s'agit seulement d'en assurer la marche, dans les autres cas l'itinéraire lui-même n'est pas évident. Quelle solution donner à la baisse de la fécondité, au vieillissement de la population, à l'accroissement négatif naturel ? Et même si l'on trouve la solution, ne lancera-t-elle

pas d'autres défis encore plus dangereux que les précédents ?

---

### Immigration

---

Toutes ces questions ne sont pas vaines, car, aujourd'hui, il n'y aurait qu'une seule réponse possible aux nombreux défis démographiques énumérés plus haut, à savoir l'immigration à grande échelle. L'immigration est seule capable, ne serait-ce que partiellement, de faire face à la réduction de la population et à son vieillissement tant en Russie que dans tous les autres pays « post-transitoires » industriels et urbanisés. Mais l'immigration par elle-même comporte de nouveaux risques et dangers.

Selon certaines estimations, il faudrait accepter chaque année en moyenne plus de 700 000 personnes (migration nette) et ce, dès la première année du nouveau siècle, pour maintenir la population de Russie au niveau de l'an 2000 (146 millions de personnes) et faire passer peu à peu ce chiffre à 1,2-1,3 million pour les années 2030-2035 (il s'agit, il va sans dire, d'un ordre de grandeur, et non de chiffres exacts).

Jusqu'à présent, ces chiffres moyens correspondent peu à la réalité. Dans le dernier quart du *xx*<sup>e</sup> siècle, l'accroissement migratoire de la population de Russie ne représentait en moyenne que 232 000 personnes par an. Actuellement, les pays de la CEE et les pays Baltes sont les principaux fournisseurs d'immigrants. L'accroissement de la population de Russie grâce aux migrants de ces pays en 1990-1999 (4,3 millions) a été beaucoup plus important qu'en 1980-1989 (1,6 million). Mais l'accroissement a augmenté, non parce qu'il entrainait plus d'immigrants en

Russie mais parce que le flux des départs était moins abondant. L'immigration à proprement parler s'est réduite. Si, en 1981-1990, la Russie a accueilli 8,9 millions de personnes des ex-Républiques fédérées, ils n'étaient plus que 6,9 millions en 1991-2000. De surcroît, la Russie perdait une partie de ses habitants qui émigraient hors des frontières de l'ex-URSS, de sorte que l'accroissement migratoire total de sa population en 1990-1999 ne représentait que 3,3 millions de personnes, moins qu'en Allemagne pour la même période de temps (3,8 millions). Même en tenant compte du fait que dans les années 1990 l'enregistrement de la migration entre les nouveaux États indépendants était déficient, il serait difficile de contester que l'afflux des migrants en Russie s'est réduit au lieu d'augmenter, comme on le pense souvent.

Au cas où la stratégie de régler la situation démographique par le biais de la migration serait acceptée, il faudrait fournir de grands efforts pour intensifier l'afflux des migrants. Toutefois, le sort de cette stratégie est très problématique, car elle ne trouve aucun soutien auprès de la société. Il est vrai qu'il existe des tendances anti-migratoires dans maints pays européens, mais elles sont apparues là comme une réaction d'une partie de la société à la présence réelle d'un nombre considérable de migrants. Quant à la Russie, l'attitude négative envers l'immigration s'est formée bien avant l'apparition de courants migratoires tant soit peu importants. On est en présence d'une sorte de mythologie exagérant tant le nombre d'immigrants (alors que le flux migratoire, du moins enregistré, diminue), que les conséquences négatives de leur présence. Insister sur l'arrivée d'un grand nombre d'immigrants en Russie est aujourd'hui risqué sur le plan politique.

Mais renoncer à « la ressource migratoire » est

Anatoli Vichnevski  
 Une superpuissance  
 sous-peuplée

également impossible car, comme il arrive souvent en Russie, on risque de trop tarder pour prendre les décisions qui s'imposent. Fermer les portes aux immigrants signifie se résigner à la baisse continue de la population, à son vieillissement, à la perte de la place occupée dans la hiérarchie démographique mondiale, à l'aggravation continue du rapport qui est loin d'être idéal entre population et territoire, etc. L'expérience de la plupart des États développés parle en faveur de la possibilité d'une autre voie.

Prenons, par exemple, l'Allemagne : elle a connu bien avant la Russie un accroissement négatif naturel de sa population qui reste tel depuis plus de trente ans. Toutefois, après 1985, la population de l'Allemagne augmente grâce à l'afflux des immigrants qui couvre le déficit naturel. Dans l'ensemble de l'Union européenne, l'accroissement migratoire de la population en 1990-1999 a atteint 8,7 millions de personnes, alors que l'accroissement de la population pour cette période a été de 12,7 millions<sup>6</sup>. L'accroissement migratoire, prévu pour les vingt ans à venir, excédera 700 000 personnes par an<sup>7</sup>.

L'expérience des États-Unis est particulièrement instructive. Force nous est de considérer la réduction sus-mentionnée de la population de Russie de 5,2 millions de personnes en dix ans sur le fond d'un accroissement sans précédent de la population des États-Unis de 32,7 millions de personnes en dix ans, entre les recensements de 1990 et 2000 ; c'est l'accroissement absolu entre deux recensements le plus important dans l'histoire de l'Amérique. L'effectif de la population des États-Unis continuera à croître. Selon les pronostics de l'ONU, les États-Unis qui se trouvaient en 1950 à la troisième place dans le monde (si l'on ne compte pas l'URSS) garderont cette place en 2050 également, tandis que la Russie, au cours de ces mêmes cent années, reculera

de la quatrième à la dix-huitième. L'Amérique est dans une meilleure situation démographique que la Russie et l'Europe. Sa fécondité est la plus forte, son accroissement naturel est positif. Néanmoins, les États-Unis accueillent un très grand nombre de migrants, 8,7 millions de personnes en 1990-1999, autrement dit autant que l'Union européenne, bien que la population des États-Unis représente moins de 60 % de la population de l'Union européenne. D'après les prévisions démographiques à long terme, l'accroissement migratoire de la population américaine pour la première moitié du siècle s'élèvera à environ 45 millions de personnes<sup>8</sup>.

Il existe encore un autre aspect du problème. Les pays d'accueil sont habitués à penser qu'ils contrôlent le flux migratoire dans leur intérêt. C'est, apparemment, ce qu'estiment les autorités russes, sûres qu'elles ont en main les clés de tous les problèmes : il suffit de décider pour qu'il en soit ainsi et pas autrement, et les discussions ne peuvent porter que sur les décisions optimales à prendre pour assurer les propres intérêts de la Russie.

Ce raisonnement convenait à l'étape révolue des interactions migratoires entre pays développés et en développement. Les pays d'accueil ont été pendant longtemps le « moteur » principal qui enclenchait le mouvement des courants migratoires. Mais, une fois apparus, ces courants ont été mus par leurs propres forces motrices qui, en prenant de l'ampleur, reflétaient de plus en plus la situation dans les pays fournisseurs de migrants et dans le monde en général. Le « milliard doré » devient une minorité dans le monde, et sa capacité de résistance à la pression des milliards

6. *Statistiques sociales européennes...*, op. cit., p. 47.

7. *Ibid.*, p. 129.

8. *Statistical Abstract of the United States*, 2001, Washington, 2001, p. 9.

d'habitants du tiers monde s'affaiblit. Encore dernièrement, ils n'étaient que deux milliards, à présent ils sont déjà cinq milliards et leur nombre ne fera qu'augmenter.

Quand les canaux migratoires légitimes ouverts par les pays d'accueil se montrent trop étroits, s'ouvrent des canaux illégaux. Selon certaines estimations, il y aurait eu au milieu des années 1990 près de 5 millions d'immigrants illégaux aux États-Unis et près de 3 millions en Europe. On parlait également de 3 millions d'immigrants illégaux en Russie. La migration illégale devient le problème numéro un, sujet d'inquiétude des politiques et des masses dans les pays d'accueil.

La raison en est la pression démographique des pays du tiers monde surpeuplé sur les pays du « milliard doré ». Elle grandira sans aucun doute très rapidement et il sera de plus en plus difficile de la contrôler. Le perfectionnement des moyens de contrôle migratoire entraîne des méthodes de plus en plus sophistiquées des entrées illégales. Il ne fait aucun doute qu'une nouvelle répartition de la population entre pays surpeuplés et dépeuplés est en quelque sorte la réponse aux multiples défis lancés par les changements démographiques du siècle passé. Mais cette réponse appelle un nouveau défi qui sera, peut-être, le plus grand du siècle présent.

Il se peut que dans certaines circonstances critiques la pression démographique du Sud sur le Nord soit renforcée par une pression militaire et politique et conduise à un nouveau découpage à grande échelle de la carte politique du monde, etc. Face à de telles menaces, la migration économique routinière qui, en « laissant échapper la vapeur » du chaudron surchauffé du Sud, saura éviter l'explosion semblerait une solution moins dangereuse. Mais il n'y a aucune raison de penser qu'elle sera absolument inoffensive.

Les masses démographiques des deux « mondes » sont incommensurables. Le potentiel de la main-d'œuvre à bon marché des pays en développement est pratiquement illimité, tandis que les besoins des pays développés ont des limites plus ou moins rigides. Il existe aussi d'autres limites à leur capacité d'accueil, liées aux possibilités restreintes d'adaptation sociale des immigrants, porteurs d'autres traditions culturelles, de stéréotypes, etc. Tant que le nombre de ces immigrants n'est pas important, ils s'assimilent complètement dans le milieu culturel du pays d'accueil sans provoquer aucun heurt entre cultures. Mais quand leur nombre devient considérable, et, point essentiel, s'accroît rapidement et qu'ils constituent dans les pays d'accueil des enclaves socioculturelles plus ou moins compactes, alors les processus d'assimilation se ralentissent. Les tensions interculturelles se renforcent par l'inégalité économique et sociale qui existe objectivement entre autochtones et étrangers.

Ce conflit s'exacerbe, car les porteurs des cultures paysannes traditionnelles des pays du tiers monde ont du mal à s'adapter à la culture urbaine moderne des pays industriels et se trouvent, du moins pour un certain temps, dans une situation de marginaux culturels. Cette crise d'identité culturelle est inévitable et elle est d'autant plus grave qu'elle sévit également dans les pays du tiers monde qui s'engagent peu à peu sur la voie de la modernisation. Tous ces pays traversent une étape douloureuse d'un conflit culturel intérieur où s'affrontent les valeurs du traditionalisme et de la modernité.

Ce conflit s'aggrave sur le fond des prétentions croissantes des nouvelles couches sociales engendrées par la modernisation et par l'inégalité économique et sociale qui n'a pas disparu et qui, parfois même, se renforce, par la pauvreté

Anatoli Vichnevski  
 Une superpuissance  
 sous-peuplée

générale, etc. Elle englobe peu à peu l'ensemble de la population paysanne. Cette dernière subit, elle aussi, de plus en plus fortement la pression des changements provoqués par la modernisation, au nombre desquels se rapportent aussi les changements démographiques tels que la baisse rapide de la mortalité et l'accroissement accéléré de la population. N'étant pas prêts à accepter les changements sans lesquels la vie est impossible dans le monde moderne, ils refusent d'emblée tout ce qui est nouveau, se montrent agressifs à l'égard de toutes les innovations « urbaines » et « occidentales ». Un mécontentement général diffus s'étend un peu partout dans le monde, créant des conditions idéales à toutes sortes d'extrémismes politiques, idéologiques et religieux.

Les enclaves formées par les immigrés dans les pays développés représentent assez souvent des moules des pays dont ils sont originaires et avec lesquels ils continuent à entretenir des liens. Déchirés par des contradictions d'identification culturelle, ils acceptent facilement les théories simplistes des « fondamentalistes ». Il leur semble que ces idées les aident à se libérer de la dualité culturelle et à acquérir de nouveau l'intégrité de leur « moi ». Ce faisant, le processus de l'assimilation se bloque, et de nombreux immigrés se trouvent en conflit avec les sociétés qui les ont accueillis. Les pays industriels, contraints de recourir à la main-d'œuvre étrangère, se sentent de plus en plus limités dans leur capacité d'accueil ; une concurrence sur le marché du travail apparaît entre les « siens » et les étrangers, le débat autour du problème de l'immigration devient un enjeu important sur la scène politique. La société s'insurge de plus en plus contre l'immigration en élaborant toutes sortes de mythes. Ces derniers trouvent un écho au sein d'une partie de l'élite intellectuelle, bien que par leur niveau d'élaboration ils se distinguent très

peu de ceux qui hantent les milieux marginalisés des immigrés à peine lettrés.

Ce qui a été dit se rapporte pleinement à la Russie. À l'instar des autres pays qui sont passés par la transition démographique, elle a besoin de migrants, éprouve la pression migratoire de l'extérieur et ne manque pas, elle aussi, de ressentir les limites objectives de ses capacités d'accueil. Comme partout ailleurs, elles dépendent de la situation sur le marché du travail et, surtout, du rendement des mécanismes d'adaptation et d'assimilation, de la rapidité de ces processus.

Mais la Russie a ses propres singularités qui rendent sa situation encore plus difficile, à savoir, entre autres, ses immenses territoires faiblement peuplés, riches en ressources, dont les terres cultivées, l'eau douce, les sources d'énergie, qui jouent un si grand rôle au <sup>xx</sup>e siècle. Autant de faits qui rendent plus impérieux son besoin en hommes et, par ailleurs, son plus fort attrait pour les immigrés à l'époque de la pression démographique accentuée venant du Sud surpeuplé. Les perspectives migratoires de la Russie ne sont pas tellement brillantes si on les envisage du point de vue géopolitique. En particulier, le flux important des Chinois vers l'Extrême-Orient russe non seulement ne conduirait pas à une assimilation culturelle profonde en raison de la proximité de leur puissant continent culturel, mais serait susceptible de faire naître, tôt ou tard, des prétentions territoriales venant de la Chine.

Certes, les capacités d'accueil de la Russie comme de tout autre pays ne sauraient être trop rigides. On pourrait les augmenter en menant une politique visant à surmonter le goulot d'étranglement. Mais une telle politique, même si elle est très active, ne peut que repousser les frontières de l'immigration sans pouvoir les éliminer.



Anatoli Vichnevski  
Une superpuissance  
sous-peuplée

Malheureusement, la présente étude n'encourage pas à l'optimisme. Les défis démographiques auxquels doit faire face la Russie sont très importants. Certes, ils exigent des solutions, mais rien ou presque n'est fait pour les trouver. On ne peut pas, néanmoins, ne pas voir que les réalités qui existent tant en Russie que dans le monde entier ne laissent pas de grand choix. Rien n'est plus dangereux que les « conceptions » promettant une solution rapide à des problèmes insolubles qui naissent au sein de nos ministères

et qui sont si chères à nos fonctionnaires. Il ne faut pas semer des illusions, mais tenter de voir la cruelle vérité. Alors seulement il sera possible de relever les défis actuels en cherchant des réponses réelles et qui, peut-être, seront loin d'être triviales. Mais proposer des réponses simplistes aux questions ardues de l'Histoire reviendrait à se désarmer face à un danger des plus graves.

*Anatoli Vichnevski.*

Traduit du russe par Marina Vichnevskaja.